

La surveillance numérique – le vrai motif derrière la pression pour vacciner les enfants



[Source : ns2017]

Par Michael Nevradakis, Ph.D.

COVID-19 a peut-être pris une grande partie de la planète par surprise à la fin de 2019 et au début de 2020, mais une grande partie des bases de la technologie aujourd'hui largement utilisée comme "réponse" à la pandémie a été conceptualisée et développée des années auparavant.

Aux États-Unis et dans le monde entier, des efforts ont été déployés récemment pour mettre en œuvre divers régimes de "passeport vaccinal", dont beaucoup s'appuient sur des technologies numériques telles que des applications mobiles permettant d'enregistrer – du moins jusqu'à présent – le carnet de vaccination COVID-19 d'une personne.

Ces "outils" sont présentés par les responsables publics et d'importantes sections des médias au cours des dernières semaines et des derniers mois comme une sorte d'inévitabilité, une progression technologique aussi naturelle que la respiration.

Ils sont également présentés comme une réponse "nouvelle" à une crise sans précédent.

Ces applications technologiques sont présentées comme un moyen de maintenir les commerces ouverts et d'assurer la "tranquillité d'esprit" des citoyens qui hésitent à pénétrer dans les espaces publics.

Mais dans quelle mesure cette "nouvelle" technologie est-elle nouvelle ? Et l'utilisation de la technologie se limitera-t-elle aux vaccinations COVID, ou à des fins de "santé" ?

Les “alliances” internationales qui soutiennent la fusion entre “Big Tech” et “Big Health”

C’est au début de la décennie précédente, en janvier 2010, que Bill Gates, par l’intermédiaire de la Fondation Bill & Melinda Gates, a proclamé : “Nous devons faire de cette décennie celle des vaccins”, ajoutant que “l’innovation permettra de sauver plus d’enfants que jamais”.

En lançant cette “Décennie des vaccins”, la Fondation Gates a promis un financement de 10 milliards de dollars. Mais Gates n’était pas le seul acteur derrière cette initiative.

Par exemple, le programme de la “Décennie des vaccins” a utilisé un modèle provenant de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health pour projeter l’impact potentiel des vaccins sur les décès d’enfants au cours de la décennie à venir.

Et l’annonce de l’initiative “Décennie des vaccins” a été faite lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) de cette année-là.

Ces mêmes acteurs – la Fondation Bill et Melinda Gates, la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health et le WEF – ont organisé le désormais célèbre exercice de simulation de pandémie Event 201, en octobre 2019, juste avant que le COVID n’entre dans nos vies.

En outre, en 2010, un “Plan d’action mondial pour les vaccins” a été annoncé dans le cadre de cette initiative. Il s’agissait d’une collaboration avec l’Organisation mondiale de la santé (OMS), l’UNICEF et l’Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), le Dr Anthony Fauci faisant partie du conseil de direction.

Comme l’a déclaré la Fondation Gates à l’époque :

“Le Plan d’action mondial pour les vaccins permettra une meilleure coordination entre tous les groupes de parties prenantes – gouvernements nationaux, organisations multilatérales, société civile, secteur privé et organisations philanthropiques – et identifiera les lacunes critiques en matière de politiques, de ressources et autres qu’il faut combler pour réaliser le potentiel des vaccins à sauver des vies.”

Le comité de pilotage du “Plan d’action mondial pour les vaccins” comprenait un membre de GAVI Alliance. Notamment, l’annonce initiale de la “Décennie des vaccins” a été faite en présence de Julian Lob-Levyt, alors PDG de GAVI Alliance.

Qu’est-ce que, ou qui, est GAVI Alliance ? Également connue sous le nom d’“Alliance pour les vaccins”, elle se donne pour mission de “sauver des vies

et de protéger la santé des populations” et déclare “contribuer à la vaccination de près de la moitié des enfants du monde contre des maladies infectieuses mortelles et débilitantes”.

GAVI poursuit en décrivant son partenariat principal avec diverses organisations internationales, dont les noms sont désormais familiers : l’OMS, l’UNICEF, la Fondation Bill et Melinda Gates et la Banque mondiale. (Loin d’aider les pauvres du monde, la Banque mondiale a été décrite par un ancien initié, John Perkins, comme une organisation qui utilise des “tueurs à gages économiques” pour assujettir des pays financièrement paralysés).

En 2018, GAVI, par le biais de son initiative INFUSE (innovation pour la mise à jour, l’échelle et l’équité dans la vaccination), a mis en avant les “éléments de réflexion ” suivants :

“Imaginez un avenir dans lequel tous les enfants ont accès à des vaccins salvateurs, quel que soit l’endroit où ils vivent – un avenir dans lequel les parents et les agents de santé veillent à ce qu’ils soient vaccinés à temps, un avenir dans lequel ils disposent de leur propre dossier médical stocké numériquement, qui ne peut être ni perdu ni volé, un avenir dans lequel, indépendamment du sexe, du statut économique ou social, ce dossier permet à chaque enfant (et à ses parents) d’avoir accès à un compte bancaire, d’aller à l’école, d’accéder à des services et, en fin de compte, de construire une vie prospère.

“Ce futur est possible aujourd’hui. Grâce aux dernières avancées des technologies numériques qui permettent des moyens plus efficaces d’enregistrer, d’identifier les naissances et de délivrer des preuves d’identité et d’authentification pour l’accès aux services – nous sommes sur le point de construire un avenir plus sain et plus prospère pour les enfants les plus vulnérables du monde.”

Selon GAVI, cet objectif serait atteint par le biais de l’initiative INFUSE, notamment en “faisant appel à des innovations qui tirent parti des nouvelles technologies pour moderniser le processus d’identification et d’enregistrement des enfants qui ont le plus besoin de vaccins vitaux”.

Comme décrit par le journaliste d’investigation Leo Hohmann :

Ne vous laissez pas tromper par la partie concernant la “construction d’un avenir plus sain et plus prospère”. Ce n’est que de la poudre aux yeux. Il ne s’agit que de collecte de données et cela n’a rien à voir avec la santé.

“Le véritable objectif derrière la poussée historique et sans précédent pour vacciner les très jeunes, même contre des maladies comme le COVID qui ne représentent pas une menace pour eux, est d’intégrer la génération actuelle d’enfants dans le système d’identité numérique mondial en plein essor.”

GAVI elle-même a confirmé la déclaration ci-dessus, puisqu’elle a décrit les utilisations potentielles de ces “ nouvelles technologies ” comme allant au-delà de la délivrance d’une “ carte de santé numérique pour enfant ” pour englober “ l’accès à d’autres services “, y compris les “ services financiers ” au sens large.

Les limitations de “ l’accès ” à ces “ autres services ” sont déjà apparentes dans les juridictions où les passeports COVID restreignent l’accès aux entreprises, aux banques et à d’autres espaces privés pour les personnes non vaccinées.

GAVI Alliance collabore également étroitement avec l’Alliance ID2020, fondée en 2016, qui prétend plaider en faveur “ d’approches éthiques et protectrices de la vie privée en matière d’identification numérique “, ajoutant que “ bien faire l’identification numérique signifie protéger les libertés civiles “.

Sans surprise, aucune clarification n’est fournie concernant la perte potentielle de libertés civiles pour les personnes qui choisissent, pour quelque raison que ce soit, de ne pas se faire vacciner et qui sont donc exclues de larges pans de la société dans les zones où les passeports COVID ont été mis en œuvre et appliqués.

Une telle rhétorique de la part d’ID2020 rappelle les déclarations publiques de l’Union européenne (UE) alors qu’elle se préparait à lancer son “Passeport vert” au début de l’année :

Les fonctionnaires de l’UE, comme la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen – qui a récemment appelé à une “discussion” sur les vaccinations obligatoires dans l’UE – se sont donné beaucoup de mal pour souligner la manière dont la vie privée des individus serait protégée.

D’une manière que certains pourraient considérer comme un manque de ton, ils ont également souligné que ce laissez-passer numérique permettrait aux gens de “se déplacer en toute sécurité” pour “le travail ou le tourisme”, comme si cette libre circulation était un nouveau concept que seul un laissez-passer numérique pourrait rendre possible.

Une fois encore, les restrictions imposées aux personnes non vaccinées, y

compris celles concernant le “travail ou le tourisme”, étaient totalement absentes du discours public entourant cette nouvelle mesure.

Soulignant les possibilités que pourrait apporter la collaboration entre GAVI et ID2020, l’appel à l’innovation d’INFUSE déclare

Toutes ces propositions et initiatives semblent, à leur tour, s’aligner étroitement sur les Objectifs de développement durable des Nations unies, et en particulier sur l’Objectif 16.9, qui appelle à la fourniture d’une identité légale numérique pour tous, y compris les nouveau-nés, d’ici 2030.

À cette fin, l’ONU a créé en 2018 le groupe de travail sur le programme d’identité légale des Nations unies. En mai 2021, cette task force, aux côtés du Programme des Nations unies pour le développement et de divers acteurs du secteur privé, a organisé les sessions de tables rondes “Future of Technology and Institutional Governance in Identity Management”.

Le rapport final de ces sessions indique notamment que les parties prenantes souhaitent l’expansion des partenariats public-privé pour la poursuite du développement et de la mise en œuvre des régimes d’identité numérique dans le monde entier, y compris dans le Sud global.

L’une des parties prenantes présentes, l’organisation à but non lucratif Secure Identity Alliance, se félicite de son soutien à “la fourniture d’une identité légale et fiable pour tous et au développement de services numériques inclusifs nécessaires à une croissance économique et une prospérité durables à l’échelle mondiale”.

Dans un document publié en juillet par la Secure Identity Alliance, il est question de “faire des certificats de santé une réalité réalisable”.

L’un des cinq principes mis en avant par le document pour ces passeports médicaux est qu’ils soient “à l’épreuve du temps”, en offrant une “fonctionnalité polyvalente” afin de “garantir une valeur continue au-delà de la crise actuelle”.

La Secure Identity Alliance compte parmi ses observateurs des autorités gouvernementales de pays tels que l’Allemagne, les Pays-Bas, l’Estonie, la Slovénie, les Émirats arabes unis, le Nigeria et la Guinée.

En outre, l’un de ses membres fondateurs et membres actuels du conseil d’administration est le groupe Thales, une entreprise privée active dans l’aérospatiale, la défense et la sécurité – en bref, un entrepreneur de la défense.

Sur son site web, le groupe Thales fait fièrement la promotion de sa “carte de santé intelligente” et de sa technologie de portefeuille d’identification

numérique. Au milieu d'un langage utopique affirmant que "nous sommes prêts pour le changement" et que "nous donnons le contrôle aux citoyens", le portefeuille d'identification numérique promet au public la possibilité "d'accéder aux droits et services auxquels nous avons droit."

En effet, les documents qui seraient disponibles via ce portefeuille d'identification numérique vont au-delà des "titres de santé" et incluent les cartes d'identité nationales, les permis de conduire et tout autre document officiel.

De nombreux pays dans le monde, y compris les États-Unis, se trouvent actuellement à différents stades de la mise en œuvre de ce type de "portefeuille numérique".

Les "passeports santé" franchissent une étape (ou plus) : les régimes de porte-monnaie numériques prennent forme

Le 30 novembre, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté le projet de loi H.R. 550, intitulé Immunization Infrastructure Modernization Act of 2021.

Si elle est adoptée par le Congrès, cette loi prévoit un financement de 400 millions de dollars pour développer les systèmes de suivi des vaccins au niveau des États et des collectivités locales, permettant aux responsables de la santé des États de surveiller le statut vaccinal des citoyens américains et de fournir ces informations au gouvernement fédéral.

Des passeports vaccinaux et des listes d'interdiction de vol pour les personnes non vaccinées – un concept pour lequel Fauci a exprimé son soutien – pourraient être créés en vertu de la loi.

Le projet de loi, parrainé par la représentante Annie Kuster (NH-02), a été adopté par la Chambre des représentants des États-Unis avec 294 voix, dont toutes les démocrates et 80 républicains. Il est maintenant devant le Sénat, où il est examiné par la commission de la santé, de l'éducation, du travail et des pensions.

Depuis son adoption par la Chambre des représentants, le projet de loi a suscité une attention considérable – d'autres développements récents en matière d'identification numérique aux États-Unis semblent toutefois être restés relativement discrets.

En septembre, par exemple, Apple a annoncé un partenariat avec huit États – l'Arizona, le Connecticut, la Géorgie, l'Iowa, le Kentucky, le Maryland, l'Oklahoma et l'Utah – pour rendre les permis de conduire de ces États disponibles sous forme numérique via la plateforme Apple Wallet.

Parallèlement, plusieurs États, dont New York (via son "Excelsior Pass") et le Connecticut, ont introduit leur propre certificat de vaccination numérique COVID.

À l'instar de la promotion des passeports vaccinaux par l'UE, ces initiatives au niveau des États américains sont présentées comme un moyen de rouvrir l'économie en toute "sécurité" et d'encourager les voyages et les déplacements.

En effet, l'État de New York est allé jusqu'à mettre à disposition un "plan" de sa plateforme de passeports vaccinaux, "comme guide pour aider d'autres États, territoires et entités dans l'expansion de systèmes compatibles de titres de vaccination COVID-19 afin de faire progresser les efforts de développement économique à l'échelle nationale".

En ce qui concerne l'UE, l'une des priorités du bloc dans le cadre de son plan quinquennal 2019-2024 est de créer une "identité numérique pour tous les Européens." À savoir que chaque citoyen et résident de l'UE aurait accès à un "portefeuille numérique personnel" dans le cadre de cette initiative.

Ce "portefeuille numérique personnel" pourrait inclure des documents tels que des cartes d'identité nationales, des certificats de naissance, des certificats médicaux et des permis de conduire.

L'UE a ensuite présenté ses projets pour la "décennie numérique européenne", dans le cadre de laquelle, selon la "boussole numérique" de l'UE, 100 % des principaux services publics seront disponibles sous forme numérique, avec un objectif de 80 % d'adoption des documents d'identification numériques.

Plusieurs États membres de l'UE se sont déjà lancés dans l'aventure.

L'Allemagne, qui dispose de cartes d'identité nationales électroniques (via des puces biométriques) depuis 2010, a introduit des versions numériques de ces cartes d'identité à l'automne dernier, via l'AusweisApp2. La même application rend les permis de conduire allemands disponibles sous forme numérique.

L'Allemagne et l'Espagne ont également signé récemment un accord pour lancer un programme transfrontalier d'identification numérique, qui impliquerait une reconnaissance mutuelle des documents numériques officiels de l'autre partie.

La France a également annoncé récemment son intention d'intégrer sa carte d'identification nationale aux smartphones.

La Grèce a reçu les éloges de la presse mondiale lorsqu'elle a introduit des outils numériques particulièrement draconiens lors de ses deux lockdowns COVID, tels qu'une plateforme SMS gouvernementale à laquelle les résidents devaient envoyer un message texte afin de pouvoir circuler en public pour un ensemble limité de "raisons".

Plus récemment, la Grèce a annoncé la création prochaine d'un portefeuille numérique qui contiendra des documents tels que la carte d'identité nationale, le permis de conduire et les documents médicaux.

L'Estonie, considérée comme un leader mondial dans l'introduction de l'e-

gouvernance numérique et qui dispose de cartes d'identité numériques depuis 2002, prépare son propre système de portefeuille numérique tout en exprimant son soutien à la "boussole numérique" de l'UE.

En dehors de l'Europe, plusieurs autres pays ont également étendu leurs régimes d'identification numérique de diverses manières.

En Australie, par exemple, des États comme la Nouvelle-Galles du Sud, l'Australie-Méridionale et le Queensland ont introduit ou testé des permis de conduire numériques.

C'est en Inde, cependant, que ces documents numériques semblent avoir suscité le plus de controverse jusqu'à présent.

La mission numérique Ayushman Bharat a été annoncée en 2020 et lancée en tant que programme pilote dans six régions de l'Inde en 2021. Il s'agit d'une application qui fournit un identifiant de santé numérique unique à chaque citoyen et qui est liée à son dossier médical personnel.

Sa création intervient sur les traces du développement d'Aadhaar, le système de carte d'identité numérique nationale de l'Inde.

Aadhaar a suscité la controverse en raison des projets du gouvernement de le relier à la base de données nationale des électeurs, tandis qu'il a également été la cible de pirates informatiques.

Des questions se posent alors que de nouvelles plateformes numériques sont déployées à des "fins officielles".

Le déploiement de plateformes numériques soulève des questions quant à la sécurité des données des individus sur ces plateformes numériques, malgré les assurances contraires des gouvernements concernant la protection de la vie privée.

En outre, on ne sait toujours pas combien de temps les "passeports COVID", qu'ils soient sous forme numérique ou papier, resteront en vigueur, ni si les gouvernements envisagent de rendre ce régime permanent.

Un article récent paru dans The Atlantic, intitulé "Why Aren't We Even Talking About Easing COVID Restrictions" (Pourquoi ne parlons-nous pas de l'assouplissement des restrictions COVID ?), s'interroge sur la raison pour laquelle les passeports vaccinaux obligatoires aux États-Unis n'ont pas de date d'expiration.

En effet, si l'on en croit la proclamation de la Secure Identity Alliance concernant la nécessité de "préparer l'avenir" de ces documents numériques, il se pourrait que les gouvernements n'aient pas l'intention de supprimer les passeports vaccinaux.

Même si ces utilisations spécifiques des “passeports” numériques finissent par disparaître, l'éventail des utilisations potentielles des portefeuilles numériques est stupéfiant, y compris, par exemple, via le suivi des “quotas de carbone personnels”, comme l'a précédemment rapporté The Defender.

[Voir aussi :

- ▶Nanoréseau intégré au corps humain. Extraordinaire dossier réalisé par un scientifique
- ▶Projet Bluetooth Expérience X
- ▶Vaccins Covid 19 : effets secondaires alarmants, découverte de constituants non déclarés
- ▶À quoi pourraient bien servir des bio-nanocapteurs en oxyde de graphène?
- ▶Les nanoparticules de graphène : Propriétés, applications, toxicité et réglementations
- ▶Technologie de “neuromodulation” à base de graphène : des biocircuits contrôlent le cerveau à l'aide de graphène piloté par l'IA
- ▶Santé : des nanoparticules magnétiques dans les cellules que l'on peut commander à distance!
- ▶Vaccins covid aimantés, l'incroyable scandale arrive
- ▶Actionner un interrupteur dans la tête
- ▶Est-ce que les vaccinés sont vraiment magnétisés ?
- ▶Magnétisme vaccinal : complément d'informations et d'hypothèses
- ▶Confirmation d'un composant magnétique dans les « vaccins » à ARNm
- ▶The Guardian, 2016 : Une protéine « Magneto » génétiquement modifiée contrôle à distance le cerveau et le comportement
- ▶Dr Astrid Stuckelberger, le faux vaccin et l'oxyde de graphène
- ▶Graphène et 5G
- ▶Le graphène, outil de surveillance de la santé, se trouve dans les masques, écouvillons, et... les vaccins. Conséquences potentiellement désastreuses sur la santé humaine
- ▶Que viennent faire les nanotechnologies dans les vaccins ?

+ Une vidéo en anglais, hébreux et français
(Comment repérer les vaccinés codés Bluetooth avec un téléphone Android ?) :

(Source vidéo : hyativ)]

Source :



Digital Surveillance – the Real Motive Behind Push to Vaccinate Kids “The real purpose behind the historic, unprecedented push to vaccinate the very young, even against diseases like COVID that do not pose a threat to them, is to fold the current generation of children into the blossoming global digital identity system.”